

# dial

## **diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1339 - 29 septembre 1988 - 5 F

### **D 1339 BRÉSIL: CRISE DANS L'ÉGLISE DU NORD-EST**

La grave crise qui a éclaté en début août 1988 dans l'Eglise de la région du Nord-Est a pris naissance avec la nomination du successeur de Dom Hélder Câmara au siège de Recife, en avril 1985. Mgr José Cardoso Sobrinho, canoniste de formation et de pratique, n'a pas de ce fait la même sensibilité pastorale ni les mêmes méthodes que son prédécesseur. Devenu, en octobre 1987, président du Régional Nord-Est II (recouvrant les Etats du Rio Grande do Norte, de la Paraíba, du Pernambuco et d'Alagoas) de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), Mgr José Cardoso entend reprendre les choses en main et donner une orientation nouvelle. Le 3 août 1988, les quatre responsables de la Commission régionale de pastorale rurale étaient démis de leur fonction par l'évêque nouvellement chargé de ce secteur dans le cadre du Régional Nord-Est II de la CNBB, Mgr Paulo Cardoso da Silva, frère de l'archevêque de Recife. Cette affaire venait en complément d'un malaise grandissant depuis quelques mois dont les étapes sont évoquées dans le deuxième document ci-dessous. Suite au choc créé par le brutal renvoi des responsables de la commission régionale de pastorale rurale, l'archevêque de Recife a, comme président du Régional Nord-Est II de la CNBB, publié le document que nous donnons en premier ci-dessous. Et c'est quelques jours plus tard que tous les responsables, prêtres et laïcs, des différentes commissions pastorales de la région ont publié la lettre ouverte donnée en second document.

Dans un tel climat, d'aucuns s'attendent à des interventions de la hiérarchie à l'Institut de théologie de Recife et au séminaire régional Nord-Est II.

Le 17 août, en plein conflit, le Vatican nommait à Recife deux évêques auxiliaires connus pour leurs réserves sur la théologie de la libération, les PP. Terra et Moser.

Note DIAL

### **1. Communiqué de Mgr José Cardoso Sobrinho, archevêque de Recife et président du Régional Nord-Est II de la CNBB (5 août 1988)**

#### **NOTE D'ÉCLAIRCISSEMENT**

En ce qui concerne les récents remerciements de fonctionnaires (1) survenus dans le secteur rural du Régional Nord-Est II de la CNBB, nous apportons les éclaircissements suivants:

1. Les personnes remerciées occupaient des postes de confiance sous le mandat de la présidence antérieure. Une nouvelle présidence ayant été élue (2), il est normal qu'il y ait des changements aux postes de confiance. Il aurait même été normal que ces postes aient été remis à disposition par leurs titulaires. Malheureusement un tel geste de noblesse n'a pas été fait quand la nouvelle présidence a pris possession de sa charge.

[1] Il s'agit d'un prêtre et de trois agents de pastorale, dont un ancien prêtre et un ancien séminariste (NdT).

[2] Mgr Paulo Cardoso, frère de Mgr José Cardoso (NdT).

2. Les évêques responsables ont choisi de ne pas confirmer à leur poste les fonctionnaires en question, après avoir constaté plus qu'à foison l'existence de motifs graves parmi lesquels on peut citer: application indue de sommes d'argent (3), indépendance en de nombreuses activités au caractère pastoral discutable, refus formel de fournir aux évêques des informations détaillées sur des projets en cours d'exécution, sur les personnes impliquées dans les activités de la pastorale rurale, sur les méthodes de nominations, etc. La situation était devenue tout simplement absurde, s'agissant d'une équipe destinée de par sa nature à conseiller les évêques et non à leur faire opposition. Il était devenu ainsi, à l'évidence, impossible de former avec ces personnes une équipe cohérente et fraternelle au service de l'évangélisation du peuple de Dieu.

3. La décision de ne pas reconduire à leurs postes les personnes en question a été prise par l'évêque responsable du secteur rural, en commun accord avec la présidence du Régional de la CNBB.

4. La Commission épiscopale du Nord-Est II continuera, avec la collaboration de nouveaux assesseurs, à exercer sa tâche pastorale auprès des frères des zones rurales en leur annonçant l'Évangile de Jésus-Christ dans toutes ses dimensions et implications sociales.

Recife, le 5 août 1988

Mgr José Cardoso Sobrinho  
président de la Commission épiscopale  
du Régional Nord-Est II

**2. Lettre ouverte des prêtres et laïcs responsables des différentes commissions et organisations du Régional Nord-Est II de la CNBB (8 août 1988).**

A NOS ÉVÊQUES

A NOS FRÈRES ET SOEURS DES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES,  
DES GROUPES ET MOUVEMENTS APOSTOLIQUES

Nous traversons un moment difficile pour notre Eglise régionale. Ces derniers jours, la situation s'est révélée dans toute sa gravité. En tant que responsables de l'articulation et de la coordination de secteurs pastoraux ou de services et mouvements apostoliques, c'est-à-dire investis d'un ministère au plan régional, nous nous estimons dans le droit et, surtout, dans le devoir de faire connaître notre pensée aux pasteurs et à tous nos frères.

Pendant vingt ans nous nous sommes efforcés, dans la ténacité, de mettre en pratique les changements prônés par le concile Vatican II. Nous avons été guidés en cela par le charisme prophétique de Dom Hélder Câmara, alors archevêque d'Olinda et Recife. Les jalons plantés par lui ont été consolidés par ceux qui lui ont succédé à la charge de président du Régional Nord-Est II de la CNBB: Mgr José Maria Pires, archevêque de la Paraíba, et Mgr Antônio Soares Costa, évêque auxiliaire de l'Eglise de Natal.

Ce fut une période de combat et de témoignage. Nous avons affronté la répression sous la dictature militaire. Nous avons combattu l'autoritarisme et l'arbitraire d'un Etat qui se voulait au-dessus de tous comme instance de décision. Notre Eglise a payé le prix fort. Nos évêques ont été pourchassés, calomniés, même menacés de mort. De nombreux frères et soeurs ont connu les barreaux de la prison (4), ont subi la

[3] C'est cette affirmation qui motive, le lendemain 6 août, le titre sur cinq colonnes à la une dans le journal "Diário de Pernambuco": "L'Eglise démet des agents corrompus"; et dans "Jornal do Comercio": "L'archevêque démet des suspects de détournements d'argent" (NdT).

[4] Dont l'actuel évêque de Guarabira, Mgr Marcelo Carneiro (NdT).

torture, et certains ont dû affronter la mort. Leur témoignage a littéralement été un martyre: depuis des prêtres, comme Antônio Enríque, le martyr de l'Eglise de Recife, jusqu'à des paysannes pauvres, comme Anunciada et Margarida Maria Alves. Mais nous étions tous forts de la certitude que c'était le prix à payer pour le choix des pauvres et pour le dévouement aux jeunes, majoritaires dans notre peuple.

Notre Eglise a courageusement ouvert ses portes aux opprimés et aux pourchassés: paysans, ouvriers, étudiants, militants politiques alliés au peuple. Elle avait consciemment accepté d'être un espace de résistance. Elle a même accueilli des non croyants proches de la lutte du peuple. Après des siècles d'ambiguïté, l'Eglise commençait à mériter le respect même des personnes qui lui sont étrangères, en raison de son témoignage courageux et de son engagement désintéressé au service des petits.

Sur le plan intérieur, avec nos évêques, nous avons essayé - et Dieu sait que cela ne fut pas facile - de vivre un nouveau style ecclésial. Le Concile nous avait enseigné que nous sommes tous peuple de Dieu, tous porteurs de la dignité de fils et de l'égalité de frères. La différence ne vient que de la diversité des dons et de la pluralité des ministères. C'est-à-dire que ce qui nous fait différents n'est que la concrétisation de notre condition commune de serviteurs les uns des autres.

Entre évêques, l'exercice de la collégialité épiscopale était toujours plus accentué; et entre tous, la coresponsabilité de l'ensemble du peuple de Dieu devenait un fait. Des rapports sains s'établissaient parmi nous sur la base de la loyauté, de l'accueil fraternel des différences et de la confiance réciproque. La communion fraternelle entre pasteurs et fidèles, loin d'affecter l'autorité de nos évêques, contribuait au contraire à la renforcer. Nous apprenions tous à respecter la stature morale de ces hommes courageux, défenseurs des pauvres, assez forts pour résister aux puissants et capables de maîtriser, par leur effort de rapprochement du peuple, les réflexes négatifs hérités de leur formation ainsi que des conditionnements autoritaires toujours présents dans l'institution ecclésiastique.

Le gouvernement des Eglises s'exerçait de plus en plus par les conseils pastoraux et par le travail organisé d'équipes missionnaires, le tout avec la coordination des évêques et sous leur surveillance. Car s'il est vrai que "là où est l'évêque, là est l'Eglise", il est également vrai que là où est l'Eglise, là doit être l'évêque, sous peine de s'écarter de la communion et de la foi des apôtres de Jésus. Le cas récent et bruyant de l'évêque français de droite Marcel Lefebvre démontre clairement qu'un évêque peut être là où n'est pas l'Eglise. Il y a eu des moments pénibles, par exemple dans des assemblées régionales, où l'on en était arrivé par un consensus des Eglises, évêques et fidèles unis, à désapprouver publiquement des prises de position individuelles de tel ou tel des frères évêques. Mais de tels épisodes faisaient partie du cheminement et contribuaient à l'édification de l'Eglise, à l'évaluation critique et autocritique, et à la croyance de tous. Il était bon de se sentir participants des douleurs de l'enfantement et de la joyeuse sensation de se retrouver ensemble pour engendrer une nouvelle figure de notre Eglise, si chère à chacun de nous.

Au cours des dernières années la situation s'est mise à changer. Des évêques nouveaux ont été nommés et nous les avons accueillis, confiants que nous étions qu'ils viendraient apporter leur contribution fraternelle à la marche de nos Eglises. Leur expérience et leur sens pastoral seraient un renfort important pour accélérer la marche d'une Eglise engagée radicalement auprès du peuple et organisée selon les critères de la communion et de la participation. Nous espérions que leur première activité serait d'écouter sans préjugés et de prendre le pouls de la vie de nos Eglises. Mais nous avons malheureusement perçu dès le début que le dialogue ne serait pas facile. On voyait apparaître un jugement négatif sur l'expérience ecclésiale menée ici et se manifester çà et là l'intention de la contrer. Le premier symptôme en était suffisamment préoccupant: la nomination, comme experts auprès des évêques, de person-

nes qui ne s'identifiaient pas clairement aux orientations prises par nos Eglises dans les vingt dernières années. Et les rapports n'étaient déjà plus les mêmes, ni entre évêques, ni entre évêques et communautés. Les faits se sont chargés de montrer clairement la nature des choses.

La façon dont se sont réalisées les dernières élections au Régional de la CNBB, en octobre 1987, a indiqué à l'évidence qu'on assiste à la destruction des anciens liens de confiance fraternelle entre évêques de notre région. Le climat d'aimable accueil réciproque des différences commençait à être remplacé par une atmosphère de confrontation entre deux manières d'être Eglise et deux styles de vie collective.

Vint ensuite l'assemblée du Conseil pastoral régional, en mars 1988, pour discuter et affronter les nouvelles directives pour l'action de l'Eglise. On y ressentait à quel point le nouveau président de la commission épiscopale (5) n'était pas à l'aise. Le triste épisode relatif à la révision du document approuvé a été, de ce point de vue, exemplaire. En effet, sur proposition de l'archevêque de la Paraíba (6) l'assemblée avait décidé, par un vote quasi à l'unanimité incluant tous les évêques moins un qui s'était abstenu, que le document serait soumis à révision par une commission constituée de membres de l'Institut de théologie de Recife (ITER) et du Département d'enquêtes et de conseil (DEPA). Comme à leur habitude, les évêques se sont réunis en privé pour homologuer la décision de l'assemblée. Quelle n'a pas été la surprise quand l'évêque secrétaire général (7) a annoncé que, sur décision finale des évêques, Mgr Marcelo Carneiro serait le président de la Commission et avait la prérogative de choisir librement ses membres! Et comme si cela ne suffisait pas, l'archevêque président du Régional Nord-Est II a voulu par la suite imposer la publication d'une version du document révisée par lui à titre individuel. Par une heureuse équivoque la chose n'a pas eu lieu. Mais ce qui est grave, c'est ce qu'il a déclaré à cette occasion: *"Il n'y a pas de commission. Il n'y en a jamais eu. La commission, c'est moi, c'est Mgr Marcelo, l'ancien abbé de Saint-Benoît et le Père Claudio Sartori"*(8).

Il fallait, alors, remplacer les cadres du secrétariat général pour donner suite à la nouvelle politique. Il s'est trouvé quelqu'un pour assumer la honteuse mission de faire parvenir aux évêques les accusations sans fondement contre le Père Herminio Canova, alors sous-secrétaire régional, qui ont créé le climat favorable à son limogeage. Il est vrai que le poste de sous-secrétaire est un poste de confiance. Cela est indiscutable. Mais en l'occurrence on a prétendu motiver la décision sur des accusations sans fondement. Comme le choix avait été l'objet du vote des évêques, le limogeage a été aussi soumis au vote. On n'a pas accepté que l'accusé exerce son légitime droit de défense. On est même allé jusqu'à prétendre que, pour lui, se défendre devant les évêques serait contraignant et humiliant. Qui, sinon l'accusé en personne, est apte à choisir en de telles circonstances? Ce n'est qu'à lui qu'appartient de renoncer au droit primaire de sa défense. Il ne faut pas oublier que le paternalisme est la face cachée de l'autoritarisme. Le droit a été violé car la présomption est celle de l'innocence de l'accusé tant que la faute n'est pas prouvée.

Une chose encore plus grave a couronné l'épisode. Les évêques ont été invités à approuver par le vote le nom du nouveau sous-secrétaire (9). A l'exception de l'évêque d'Olinda et Recife et de l'évêque de Palmares (10), aucun des autres évêques ne le connaissait. Il s'agit d'une personne totalement détachée du travail pastoral accompli sous la coordination du Régional Nord-Est II. Il a été présenté comme un bon prêtre. Est-ce suffisant pour tenir un poste de si grande responsabilité tel que celui de gérer, au nom de l'Eglise, un secrétariat régional de la CNBB? Le pire,

(5) Mgr José Cardoso, archevêque de Recife (NdT).

(6) Mgr José Maria Pires, archevêque de João Pessoa, très proche de Dom Hélder Câmara (NdT).

(7) Mgr Francisco Austregésilo de Mesquita, proche de la sensibilité de Dom Hélder (NdT).

(8) Ce dernier est signataire de cette lettre ouverte de dénonciation (NdT).

(9) Le P. Giovanni Damilano (NdT).

(10) Mgr Acácio Rodrigues Alves (NdT).

c'est que son nom a été retenu par la majorité des voix, une majorité qui ne le connaissait pas. Avec de telles pratiques, les évêques qui agissent ainsi ne risquent-ils pas de perdre le respect de leurs Eglises?

Puis est venu le triste épisode de la lettre circulaire de l'évêque de Petrolina (11) pour dénoncer Roberto van der Ploeg, coordinateur de la commission régionale de pastorale des communautés ecclésiales de base. Tout le monde est au courant de cette circulaire (12) ainsi que des protestations de la commission pastorale de la jeunesse du milieu populaire, des coordinateurs de toutes les commissions pastorales du Régional Nord-est II, et du Département d'enquêtes et de conseil (DEPA). La réponse ne s'est pas fait attendre. Le P. Iván Teófilo, aumônier des commissions pastorales des communautés ecclésiales de base et de la catéchèse, et qui s'était offert avec l'accord de Mgr Paulo Cardoso à être témoin de la conversation d'éclaircissement entre Mgr Paulo Cardoso et Roberto van der Ploeg, reçoit une lettre avec une liste de questions du style caractéristique de l'actuelle présidence du Régional Nord-Est II, c'est-à-dire froid et bureaucratique. L'équipe de pastorale rurale et le DEPA reçoivent un questionnaire du même genre. Et il est prévu, dans le programme de la réunion de la Commission épiscopale de pastorale du 10 août, de discuter du limogeage de Roberto van der Ploeg de son poste à la commission des communautés ecclésiales de base. Une communication en ce sens a été envoyée aux évêques.

Ces jours-ci, les limites du tolérable ont été dépassées. A la veille de la réunion de la Commission épiscopale de pastorale et dans l'imminence de l'assemblée régionale de pastorale rurale, l'équipe responsable de cette pastorale est collectivement limogée. On avance qu'il s'agit d'une charge de la confiance de l'évêque responsable. Il y a cependant une nette différence entre la nature de la charge de secrétaire régional et le rôle des commissions régionales de pastorale. Leurs membres sont en effet originaires des différents diocèses de la région et élus en assemblée régionale. C'est à partir de là qu'ils organisent les assemblées régionales et celles par Etats. L'équipe permanente, au siège du secrétariat, n'est qu'un groupe représentatif de la commission en charge du secteur correspondant, son coordinateur étant également élu en assemblée générale de la pastorale concernée. En cas d'incompatibilité entre l'évêque responsable de la commission et l'équipe de coordination, il ne faudrait pas un geste unilatéral de limogeage mais une large discussion dans le cadre de la commission respective et de la Commission épiscopale de pastorale, puisque les différents diocèses seraient concernés par la mesure. Dans le cas de la pastorale rurale, aucune des deux instances n'a été sollicitée. Et qu'on ne vienne pas prendre argument de la lettre du règlement, car celui-ci tire sa légitimité de sa correspondance d'esprit avec l'Evangile et avec ce qui a été vécu dans nos Eglises. Comment admettre que le renvoi de l'équipe de pastorale rurale se double de l'annulation d'une assemblée dont la convocation et la préparation intéressent toute la région et les diocèses qui la composent? Dans le rapport des forces sociales, à qui profitent de telles attitudes et de tels comportements? En réalité, en plus des répercussions négatives à l'intérieur de l'Eglise, ces attitudes et comportements ont pour circonstance aggravante de rompre pratiquement l'alliance avec les appauvris; ils favorisent objectivement les secteurs dominants de la société, lesquels sont intéressés à l'affaiblissement des groupes et organisations qui oeuvrent pour la défense des opprimés et pour l'éducation en milieu ouvrier.

On ne peut accepter que la présidence du Régional Nord-Est II agisse à l'insu des autres frères évêques en endossant des décisions aussi graves à la veille de la réunion de la Commission épiscopale de pastorale, et en abandonnant totalement à son sort le secteur pastoral directement concerné à la veille de son assemblée annuelle. Il n'est pas possible d'accepter, sans trahir l'Evangile, que les rapports dans l'Eglise soient froids et bureaucratiques, comme c'est l'habitude et le genre des

---

(11) Mgr Paulo Cardoso, qui est également président de la commission de pastorale rurale (NdT).  
(12) Mgr Paulo Cardoso donnait son point de vue sur une réunion de cette commission de pastorale les 6, 7 et 8 mai 1988 (NdT).

gouvernements totalitaires. Et il n'est pas non plus possible d'exposer la dignité du ministère épiscopal au triste spectacle consistant à fustiger les frères.

Dans les étranges et télégraphiques notes de limogeage de l'équipe pastorale rurale, il n'est pas fait état des faits qui le motivent; et, dans les arguments, il n'y a pas d'analyse de l'action pastorale du secteur impliqué. En vingt années on n'avait jamais entendu parler autant de présidence qu'au cours des derniers jours. Le communiqué intitulé "note d'éclaircissement", loin d'éclairer, a au contraire semé un peu plus la confusion. Par les insinuations qu'il contient, ajoutées à l'interview donnée par l'archevêque président, ce texte a conduit la presse à conclure qu'il s'agissait d'une affaire de corruption financière et d'insubordination ecclésiale. Il est regrettable que rien n'ait été fait jusqu'à maintenant pour "éclairer" vraiment l'opinion publique. Le résultat en est l'Eglise outragée et des frères exposés à la suspicion et "brûlés". Dans ce contexte, comme sonne faux l'expression "cohésion fraternelle"!

Au siège du secrétariat du Régional Nord-Est II, depuis l'arrivée du nouveau sous-secrétaire le P. Giovanni Damilano, un climat pesant de méfiance s'est instauré. Correspondance contrôlée, contrôle rigide des voyages, des publications et des photocopies, tiroirs et archives surveillés. Et à chaque décision arbitraire, l'expression qui nous vient sur les lèvres est la même lamentation qui nous faisait trembler aux temps de la dictature: "Un camarade de plus vient de tomber". Tomber, c'est-à-dire dans les filets de la répression. Comment peut-on permettre que l'Eglise, rempart de la résistance à l'autoritarisme de la dictature, devienne le lieu où s'appliquent aujourd'hui des procédés semblables? Si nous le permettons, nous ne serons pas les dignes fils de cette Eglise du Nord-Est qui s'est fait respecter parce qu'elle a élevé la voix pour la défense des pourchassés, dans ce mémorable document d'évêques et de supérieurs majeurs "J'ai entendu les cris de mon peuple" (13).

Il est plus qu'évident qu'il s'agit d'une confrontation entre deux façons d'être Eglise et deux styles de vie ecclésiale.

Nous demandons à nos évêques qu'au nom de Dieu ils prennent la responsabilité de mettre un "ça suffit" à cette escalade d'autoritarisme. Les liens de communion et de confiance fraternelles ne peuvent être brutalement substitués par des rapports froids et bureaucratiques, au contenu juridique douteux, basés sur la méfiance et sur un absurde sentiment consistant, de la part de l'autorité, à se croire l'objet d'une contestation systématique.

Nous invitons nos frères à lutter ensemble pour que restent plantés dans notre Eglise les jalons du concile Vatican II et de Medellin, réaffirmés à Puebla, jalons d'une vie ecclésiale sous le signe de l'engagement avec les opprimés ainsi que de la communion et de la participation.

Pour notre part, nous nous déclarons décidés à résister jusqu'au bout à l'autoritarisme et à l'arbitraire, pour la gloire de Dieu et l'honneur de l'Eglise, par fidélité à l'Evangile de la justice et de la liberté.

Que Dieu nous éclaire, nous bénisse et nous conduise tous à la conversion!

Recife, le 8 août 1988

(Signatures page suivante)

---

[13] Du 6 mai 1973. Texte intégral, cf. DIAL D 99 (NdT).

P. Antonio Maria Guerin, aumônier de la Commission régionale de pastorale de la jeunesse du milieu populaire

P. José Iván Pimente Teófilo, aumônier de la Commission régionale des communautés ecclésiales de base

Lúcia Nadalete Sá Barreto, coordinatrice du Centre de défense des droits de l'homme

Luís Tenderini, assesseur de la Commission régionale de pastorale ouvrière

Stiván Imre Laszló Arbocz, président du Conseil régional d'articulation des laïcs

Mônica Alves de Oliveira, coordinatrice régionale du mouvement des Chrétiens universitaires

Ivete Brandão, coordination régionale du mouvement du Renouveau chrétien

Luis Barros da Silva, responsable régional de l'Action catholique ouvrière

Adelson Barbosa de Oliveira, coordinateur de l'Action des chrétiens en rural

Lizete Lins de Oliveira, Mouvement de promotion de la femme, et pastorale de la femme marginalisée

Edson Silva, coordination régionale du Conseil indigéniste missionnaire

P. Humberto Plumen, coordination du Département d'enquêtes et de conseil (DEPA)

Adenilton Gomes Sampaio, commission provisoire du directoire académique de l'Institut de théologie de Recife

P. Claudio Sartori, directeur de l'Institut de théologie de Recife

Maria Vanise Rezende de Araujo, coordinatrice du Service de documentation et d'information populaire

(Ont signé aussi, dans les jours suivants, les responsables de la pastorale de la santé populaire, de la pastorale universitaire et de la pastorale du secondaire)

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441